

dangereusement flirté avec le national-socialisme, demeure résolument conservatrice sur les plans politiques comme théologiques. Michael Schulz (pp. 533-558) souligne que le traumatisme de la Shoah génère néanmoins des réactions rapides dans la communauté protestante. Ainsi montre-t-il l'évolution du magazine *Friede über Israel*, fondé dès 1870, interdit en 1933 et qui reparait dès 1950. Si l'objectif du magazine avant la guerre était de faire du prosélytisme en faveur de l'Église protestante auprès des Juifs, on s'efforce après la guerre de transmettre une meilleure connaissance du monde juif, ce qui conduit progressivement à la remise en cause de la volonté de mission pour privilégier un objectif de rencontre entre les deux communautés au début des années 70. Les anciens réseaux du protestantisme se réorganisant sur une base plus démocratique participent considérablement à la reconstruction de l'Allemagne fédérale après la guerre. Ellen Ueberschär (pp. 559-583) montre au contraire qu'en Allemagne de l'Est, les réseaux protestants se maintiennent dans les limites des contraintes imposées par le régime. Certes, un journal confessionnel, *Zeichen der Zeit*, paraît à partir de 1947 mais joue, tout au plus, un rôle vague de médiation entre les deux Allemagnes puisqu'il ne présente pas de véritables débats politiques, ni théologiques.

En conclusion, les principaux attributs de l'ouvrage dirigé par Michel Grunewald et Uwe Puschner sont sans nul doute sa richesse et sa densité. Le regard qu'il propose sur l'évolution du milieu intellectuel protestant entre 1870 et 1963 est à la fois pluriel et approfondi. La diversité des contributions et le souci du détail perceptible dans chacune d'entre elles peuvent cependant rendre l'accès à l'ouvrage difficile. C'est la raison pour laquelle nous soulignons la contribution de Gilbert Melio qui clôt l'ouvrage (pp. 587-593) et permet non seulement de le replacer dans le projet initial qui commandait à sa réalisation, mais aussi d'établir un bilan des approches méthodologiques et des résultats obtenus dans les quatre volumes de la série, ainsi que de dresser de nouvelles perspectives de recherche. Le lecteur non germanophone éprouvera des difficultés car maintes contributions sont proposées en allemand, c'est pourquoi il est important de préciser qu'il dispose d'un résumé en français à la fin de chaque article. Par ailleurs, certains lecteurs ne manqueront pas de pointer une inégalité criante dans la répartition des contributions entre les trois périodes définies. À ceux-là, on pourra répondre qu'elle s'avère pleinement justifiée du fait du concours déjà évoqué de nombreux phénomènes : la modification progressive du rôle de l'intellectuel,

la montée en puissance des idéologies politiques, la disparition des magazines culturels, la radicalisation des divers courants du protestantisme dans l'entre-deux-guerres, le ralliement unanime à la démocratie libérale après le choc de la seconde guerre mondiale en Allemagne de l'Ouest, les contraintes structurelles auxquelles se heurtait l'exercice de toute religion en Allemagne de l'Est. Nous conseillons fortement la lecture de cet ouvrage à tous les spécialistes du monde germanique et de l'histoire des intellectuels en Allemagne. Il s'avère particulièrement pertinent, pour ne pas dire indispensable, pour les chercheurs qui s'intéressent à la période allant de 1870 à 1939, mais il ne saurait être considéré sans les trois ouvrages qui le précèdent et qui permettent de dresser un panorama détaillé et exhaustif des milieux intellectuels en Allemagne entre 1870 et 1960.

Sebastien Rival

CEGIL, université Paul Verlaine-Metz

Université de la Sarre

sebastienrival@yahoo.fr

Michel GURFINKIEL, *Un devoir de mémoire*.

Monaco, Éd. Alphée/J.-P. Bertrand, coll. Documents, 2008, 186 p.

Porteur d'une dimension réflexive à l'égard de la Shoah, *Un devoir de mémoire* se situe dans le prolongement des ouvrages que Michel Gurfinkiel a déjà publiés : *Israël, géopolitique d'une paix* (Paris, Michalon, 1996), *Le testament d'Ariel Sharon* (Monaco, Éd. du Rocher, 2006) ou encore *Le roman d'Israël* (Monaco, Éd. du Rocher, 2008). Signalons que ce volume n'a pas de caractère « scientifique » – l'auteur est « journaliste-écrivain » (p. 9) – mais qu'il apporte une approche intéressante sur la relation entre mémoire et histoire. Présenté comme un « devoir de mémoire » – c'est le titre –, l'ouvrage affiche une dualité discursive servant de fil conducteur tout au long du récit. Le roman historique, pensé comme tel dès les premières pages, glisse vers un ouvrage réflexif qui croise l'histoire personnelle de l'auteur pendant et après la Seconde Guerre mondiale et un questionnement sur le sort réservé aux Juifs durant le conflit. Les dix chapitres sont autant de repères chronologiques : « La photo » – du frère de Michel Gurfinkiel – est le point de départ du livre, directement lié à une proposition du président de la République, Nicolas Sarkozy, par rapport à l'enseignement de la Shoah (février 2008) : l'« adoption » par les élèves de CM 2 (p. 15) de la mémoire de l'un des 11 000 enfants juifs déportés de France et victimes de l'extermination ; ou « Quarante-deux mille cent huit » numéro de matricule de son

père lorsque celui-ci entre dans le camp d'Auschwitz; ou encore le chapitre, « Le dernier des Justes », dans lequel l'auteur évoque la reconnaissance des acteurs, aussi divers soient-ils, ayant permis à des Juifs d'échapper à la déportation et donc à la mort.

L'ouvrage commence comme une autographie puisque l'auteur évoque le frère aîné qu'il n'a jamais connu. En effet, « Charles est né à Paris le 8 août 1933, raflé le 16 juillet 1942, déporté à Auschwitz le 19 août 1942 par le convoi numéro 21 et gazé sur place dès l'arrivée ». Ce récit « intime » s'inscrit dans un débat officiel, lorsque Charles et ses camarades deviennent une « histoire publique, une affaire de médias, de cabinets ministériels, d'État » (p. 10). L'explication de la proposition d'enseigner la Shoah se traduira par une alternance entre cette actualité et ce qui l'entoure – c'est le côté réflexif du livre – et l'histoire personnelle et familiale. Michel Gurfinkiel se présente en faisant le récit de sa vie, une manière de transparence à l'égard du lecteur et de légitimation de ses propos. À la moitié du livre, on retrouve même des photos de sa famille. Puis il évoque le début de la guerre, avec l'engagement de son père et de son beau-père dans l'armée polonaise en exil, le début des rafles de Juifs, le découpage de la France, le sort des Juifs d'un point de vue social... Il n'hésite pas à utiliser des descriptions – temps, lieux – pour mettre le lecteur dans le contexte : « L'hiver 1940-1941 fut glacial », « dit tout bas Aaron à ma mère » ou « ma mère m'a raconté ». Ce procédé sert d'ailleurs à rapporter des faits importants dont il a eu connaissance. Il donne des précisions sur la vie dans les camps comme ceux de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers dans le Loiret, dans lesquels « certains gardes faisaient en sorte que des Juifs puissent s'évader en regardant de l'autre côté » (p. 29). L'auteur explique également que les systèmes concentrationnaires du XX^e siècle oscillaient entre deux logiques : disposer d'esclaves ou tuer. Le tatouage du matricule ajoute une dimension à la perte de la qualité d'être humain. Les détails sur la déportation de son père attestent qu'il a effectué des recherches. Mais il avoue un peu plus loin les limites de celles-ci. En effet, vis-à-vis de la déportation de son frère et de sa mise à mort deux à trois heures après son arrivée à Auschwitz, il dira que c'est le « seul élément concret dont il dispose à ce jour » (p. 35). La réflexion de Michel Gurfinkiel est également présente lorsqu'il retrace les informations données par sa mère, comme par exemple : « Quel réseau a pris en charge ses demi-frères? ». Il émet aussi une critique à l'égard de l'histoire des Juifs qui « n'entre pas d'emblée dans l'historiographie officielle de la Seconde Guerre mondiale, telle qu'elle se

constitue après 1945 » (p. 50). Là encore, le propos n'est pas étayé. Par la suite, il évoque le titre officiel de Juste des Nations, créé par l'État d'Israël, décerné après témoignages et enquêtes à des non-Juifs qui ont aidé ou sauvé des Juifs entre 1933 et 1945. Il se place ici en tant que journaliste et « frère de », puisque c'est aussi un moyen de remercier ceux qui ont sauvé ses demi-frères. On comprend alors que l'auteur se positionne successivement dans différents statuts.

Les précisions sur le retour de son père en France marquent un tournant dans l'ouvrage qui se fait plus réflexif et critique : « Beaucoup de survivants de la Shoah se sont tus à leur retour. Soit que les mots leur ont manqué, ou que personne n'ait voulu les écouter » (p. 58). Ainsi Michel Gurfinkiel tente-t-il de s'en faire l'écho. Sa position d'historien-journaliste est clairement affichée. Et c'est peut-être cela qui discrédite quelque peu l'ouvrage, le rendant difficilement saisissable. Le place-t-il du côté de l'histoire? Du journalisme? Il veut simplement en parler, mais « parler n'est pourtant pas enseigner, ni transmettre » (p. 59), c'est pourquoi il est plutôt favorable à la proposition de Nicolas Sarkozy. Un reportage télévisé de 1970 – vu par son père – sur la jeunesse allemande reconnaissant la Shoah, permet de faire le lien entre la reconnaissance de l'Histoire et le sentiment actuel des Juifs. Son père souriait et sanglotait à la fois : « Ça me fait quelque chose qu'ils reconnaissent la vérité » (p. 69). Les questions que Michel Gurfinkiel pose à son père sont un double témoignage à la fois historique et politique. Cette mémoire s'inscrit dans l'histoire, car pris pour « argent comptant » par l'auteur dans sa position de journaliste et de « fils de ». La dimension politique prend son sens lorsque l'auteur évoque l'historien Simon Dubnov en 1941 : « Il faut que le monde sache [...]. Écrivez, écrivez tout ». Cette parole est entendue et les Juifs se mettent à l'œuvre : « Cahiers d'école, carnet, papier à cigarette, emballage, marges de livres » (p. 75). L'exemple d'Anne Frank est significatif. Ce vœu sera exaucé puisque les Nations Unies décréteront, en 2005, une Journée internationale de souvenir de l'Holocauste, le 27 janvier, date anniversaire de la découverte d'Auschwitz.

Dans le même temps, cet écho s'accompagne d'une critique de l'auteur sur la « loi du silence » exercée, au moment des faits, par certains États au courant du génocide (États-Unis, Grande-Bretagne, Vatican et Union soviétique). L'auteur explique qu'ils disposaient d'informations sur « l'assassinat des Juifs, le caractère inouï et inexorable de l'opération et les méthodes employées », mais le silence se fit pour « raison d'État, impératifs stratégiques et antisémitisme » (p. 80). Le 17

décembre 1942, les responsables de ces crimes seront jugés devant les tribunaux. Pourtant, en octobre 1943, les Alliés ne mentionnent pas le mot « Juif ». L'auteur montre une position encore distanciée des Alliés par rapport au génocide et, conjointement, l'éloignement de certains pays proches de l'Axe qui interviennent petit à petit en faveur des Juifs. Pour lui, l'antisémitisme semble expliquer la réticence des Occidentaux à « accueillir les survivants en trop grand nombre après la guerre » (p. 90). Pour les Alliés, reconnaître ces faits est difficile à assumer. Michel Gurfinkiel donne plusieurs exemples : « Comment, après un tel geste, les États-Unis peuvent-ils maintenir la ségrégation raciale, la Grande-Bretagne son Empire colonial ou l'Union soviétique son système de servage, de transferts de populations, de camps et de purges ? » (p. 92). De ce point de vue, même s'il explique que c'est Eisenhower qui, en voulant voir l'enfer des camps de ses propres yeux, a contribué à faire connaître le sort des Juifs à l'opinion publique, il lui reproche néanmoins de ne pas l'avoir fait immédiatement après en avoir pris connaissance.

C'est au tour du « journaliste-fils de » de prendre le relais lorsqu'il est question de la mémoire du génocide des Juifs. Pour lui, celle-ci se met lentement en place lorsque des HLM sont implantés à la place des vestiges du camp de Pithiviers, « c'est la vie qui l'emporte sur la mort et l'avenir sur un passé douloureux » expliqua le maire. Cela montre que la matérialisation mémorielle n'est pas une préoccupation pour tous. Des monuments commémoratifs (plaques, mémoriaux...) voient quand même le jour. Ou le prix Goncourt décerné à André Schwarz-Bart pour *Le dernier des Justes* (1959) est également un « pas » dans la prise de conscience du judéocide. De plus, on honore les Justes, sachant qu'on ne connaîtra jamais leur nombre exact des personnes qui mériteraient le titre... Des honneurs sont aussi rendus aux morts par le « dernier des Justes » qui, selon l'auteur, est le père Patrick Desbois (voir son *Porteur de mémoires. Sur les traces de la Shoah par balles*, Paris, M. Lafon, 2007), directeur du Service national des évêques de France pour les relations avec le judaïsme. Une autre difficulté se pose au niveau de la caractérisation du sort réservé aux Juifs car de nombreux termes y sont associés : « Hurban, atrocités nazies, holocauste, Shoah, destruction, guerre contre les Juifs et génocide (terme du juriste Raphaël Lemkin) » (p. 141). L'auteur – ici témoin-fils de – est irrité par l'utilisation abusive de ce dernier terme dans l'espace public. Parmi les exemples récents, celui de septembre 2005, lorsque Patrick Lelay a parlé de « génocide culturel » pour évoquer « la substitution de la langue française

aux parlers locaux » (p. 148). Pour conclure, Michel Gurfinkiel confie sa « propre conviction » en écrivant que « la seule façon d'enseigner la Shoah, c'est de rester le plus fidèle possible à ce qu'elle fut, et donc d'accepter sa singularité et la considérer comme le génocide absolu » (p. 162).

C'est une inscription sur un mémorial juif de Paris qu'il a lue, enfant, qui sert à Michel Gurfinkiel de fil conducteur. Celle-ci « appelait à la réflexion menant à la justice et à la vérité » (p. 164). Mais si l'angle de réflexion vis-à-vis de la Shoah est intéressant ici, il n'en demeure pas moins que la succession des positions prises par l'auteur – journaliste, écrivain, « fils de » et témoin – affaiblit le poids du – ou devrait-on dire des – discours mémoriel(s).

Anthony Michel

CREM, université Paul Verlaine-Metz
michelanthony@yahoo.fr

Emmanuel Hoog, *Mémoire Année Zéro*.

Paris, Éd. Le Seuil, coll. Essais, 2009, 210 p.

La mémoire collective est en crise. Telle la thèse que développe Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'INA qui, dans son livre *Mémoire Année Zéro*, propose une réflexion sur la société française au prisme des mutations culturelles opérées pendant les trente dernières années. L'ouvrage comporte quatre parties. Dans la première, qui porte un titre aux échos ricœurriens, « La France, un passé qui ne passe pas », l'auteur soutient l'idée que les Français se trouvent confrontés depuis quelques années à un difficile paradoxe. L'approche romantique de la nation, entretenue pendant longtemps dans le monde de l'éducation et de la politique, se voit aujourd'hui secouée par les avancés de la science historiographique qui envisage le passé dans une optique plus réaliste où plusieurs vérités, souvent opposées ou contradictoires, peuvent coexister. Le mythe rassurant de la nation exceptionnelle, généreuse et civilisatrice, qui a bercé pendant longtemps des générations de Français a perdu sa crédibilité. Les réalités socioéconomiques de l'époque contemporaine ne font qu'accroître les limites de la puissance nationale en instaurant un climat général de désenchantement. Néanmoins, « les Français n'ont pas pour autant renoncé à leur passé. Bien au contraire, ils lui vouent un véritable culte, où la nostalgie a désormais remplacé la notion de progrès historique » (p. 39). L'auteur prend l'exemple des produits à l'ancienne qui ont envahi les supermarchés et celui de la tendance « retro » qui se manifeste régulièrement en marketing et dans les médias. Le besoin de commémorations et le devoir